Banques centrales, vertu et inflation !

Posté le : 3 mai 2022 10:05 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique

Dans un système d'information aussi « construit » que le nôtre, le flux de la communication a pour but principal de protéger l'échafaudage politique et social dominant, ce qui est parfaitement normal. Les sociétés peuvent être convulsives mais pas suicidaires. Le *bureau des légendes* est bien en place sans qu'on sache très bien séparer ce qui est de la propagande pure, de l'erreur ou de la simple facilité. Une difficulté plus récente provient de la multiplicité des bureaux des légendes : entre ce qui provient de l'ONU et des ONG rattachées, financées par une multitude de sources, ce qui est émis par les institutions européennes en général en proximité avec les précédents, et la chanson proprement nationale qui elle-même a tendance à rejoindre les précédentes.

Nous avons déjà traité mille fois sur ce site de la question de la surcharge du rôle des banques centrales dans la gestion de l'économie d'abord puis de la société. Depuis l'abandon des disciplines de Bretton Woods, à l'initiative des États-Unis qui souhaitaient pouvoir profiter à fond du privilège du dollar roi, ancre du système monétaire mondial, les états ont cessé d'être les régulateurs des flux financiers et commerciaux au profit des banques centrales indépendantes. Précédemment les échanges devaient être équilibrés et les grands déficits et excédents étaient bannis. C'était le rôle des États nationaux avec un censeur et un assistant, le FMI. Nous avons montré notamment dans notre premier livre ***l'étrange désastre*** que les énormes déficits et excédents qui en ont résulté ont provoqué des crises à répétition (1973, 1992, 2 008 pour les plus graves). À chaque récession les banques centrales ont lâché la création monétaire pour maintenir la valeur des actifs, provoquant les conditions d'une crise plus grave un peu plus tard. La mondialisation de la production permettant de baisser les prix de fabrication, l'effet sur l'inflation était jugulé au prix d'une stagnation du revenu salarial des classes moyennes dans les pays riches, partiellement compensée par les prix bas des produits désormais importés, et d'un écart de plus en plus grand avec les possesseurs d'actifs dont la valeur était gonflée artificiellement par la création monétaire des instituts d'émission.

On notera que tout le monde s'acharne sur les effets : écarts entre riches possédants et pauvres travailleurs, stagnation du pouvoir d'achat et chômage important dans les pays développés, montée des populismes, mais refuse obstinément de voir la cause principale : les changes flottants et la disparition des contraintes internationales en faveur de l'équilibre des balances commerciales et de paiements.

Le point d'orgue de cette organisation tragique a été évidemment la crise de 2008 doublée par la crise Trichet de la zone Euro de 2011. On a noyé la faillite du système financier par des créations monétaires fabuleuses qui n'ont pas eu d'effet sur l'inflation d'abord à cause de la crise économique provoquée par la panique financière et aussi du fait de la relance du commerce extérieur par des accords de libre-échange nombreux. Mais l'absence d'inflation est principalement dû à ce fait tout simple que la banque centrale a simplement sauvé les banques par un jeu d'écritures tout en demandant aux gouvernements de cadenasser l'activité des banques pour éviter de nouvelles dérives. Les banques sont devenues des institutions contrôlées à vocation vertueuse. Les banques centrales devenaient des mères la vertu.

Du coup on a cru que les banques centrales pouvaient noyer de monnaies nouvelles toutes les

grandes questions sociales et sociétales et pas seulement les crises boursières et financières à répétition.

En provenance des États-Unis et des grandes Organisations Non Gouvernementales, s'est créé un mouvement très fort présentant la nécessité de lutter farouchement contre le réchauffement climatique, de donner le pouvoir aux femmes, d'exalter les minorités et d'abaisser les puissants historiques, en fait le mal blanc hétérosexuel. Comme tous les mouvements idéologiques jusqu'à la religiosité, on a vu apparaître d'insupportables Savonarole éructant des outrances diverses, mais surtout la création par les instances internationales et cascadant sur les nations, d'un courant d'injonctions qu'il était interdit de discuter et qui imposait à tous le devoir de chanter la bonne chanson et d'agir en conséquence.

On a donc nommé des femmes à la FED et à la BCE, les deux banques centrales les plus puissantes. Mme Lagarde a parfaitement compris le message : la voilà qui déblatère sur sa mission « principale » pour laquelle « elle se mobilisera totalement » qui est l'émancipation de la femme partout et notamment en Afrique et au Moyen Orient ! « Marraine de FinanciElles, qui regroupe treize réseaux de femmes de la finance, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) a réaffirmé ses convictions lors la journée de débats organisée le 16 novembre pour les 10 ans de l'association ». C'est que la banque centrale peut conditionner ses prêts aux banques en fonction du sexe de leur président, de l'inclusivité inscrite dans leur politique de prêt et dans leur pratique managériale, de la qualité écologique de ce qu'elles financent. Une véritable dictature de la vertu sans autre loi que la pression sociale et sa soumission aux courants dominants venant des ONG.

Pour faire bonne mesure elle invite Greta Thunberg et s'engage dans le mouvement qui veut contraindre la finance à être verte pour être vertueuse. « Pire, du point de vue de l'orthodoxie allemande, la nouvelle présidente de la BCE a aussi proposé début septembre devant le Parlement européen, ce qui serait une disruption majeure : que la BCE intègre le changement climatique dans les objectifs de sa politique monétaire. Elle s'est évidemment attirée en réponse une volée de bois, vert évidemment, de la part du président de la Bundesbank pour qui une telle orientation, qui permettrait pourtant de doper le marché naissant des « obligations vertes », serait "contraire aux traités européens ».

On pourrait dire : voilà une femme politique consciente des nécessités à plus long terme de sa carrière politique pas une vraie banquière centrale ! Ou mieux encore : voilà une femme conscientisée qui a compris que tout devait être mis en œuvre pour mettre fin à la domination du mâle blanc hétérosexuel et sauver la terre du réchauffement. Ou plus vicieusement : c'est la condition pour devenir premier ministre de Macron. Le ralliement à Macron de Muselier, dont le couple fréquente avec celui de Lagarde l'île Maurice avec délectation, d'où le bronzage permanent des deux, laisse penser qu'elle aura besoin d'un ministre sympa.

Malheureusement, l'évolution vers la vertu en toc dépasse le cas des individus qui gèrent ces institutions. On va le voir avec la crise exogène provoquée par le virus Sars Cov 2. Pris à revers par une crise sanitaire totalement non anticipée malgré les épisodes à répétition des décennies précédentes, sida, vache folle, H1N1, Ebola…, avec une gestion initiale menée en dépit du bon sens après avoir été trop influencée par la manière dont la Chine avait traité l'infestation, les gouvernements occidentaux ont arrêté la production en confinant les activités économiques de façon exagérée. Ils ont demandé à nouveau aux banques centrales de financer la perte de revenu correspondant. L'hélicoptère à monnaie a décollé. L'ennui, c'est qu'il ne s'agissait plus d'un jeu d'écritures entre banques centrales et banques d'affaires, sous la houlette de l'Etat bienfaiteur, mais d'une vraie perte de richesse produite. Créer des signes monétaires en masse, sans produire en contrepartie, a une conséquence automatique : l'inflation. Elle ne s'est pas vue tout de suite dans les prix du quotidien du fait de la récession des marchés alors que la valeur des biens immobiliers et des actifs financiers s'envolait. Mais dès le retour à une situation plus normale, l'inflation s'est

installée comme nous l'avions anticipé. Oh Surprise !

Le graphique que nous joignons à ce billet est tout à fait explicite. L'inflation démarre fort à partir de **juin-juillet 2021,** pas avril 2022, neuf mois avant tout de même ! Les propos lénifiants sur une inflation frictionnelle temporaire dans l'attente du retour à la normale en quelques mois se sont heurtés à la réalité irréfragable. Les prix s'envolaient du fait de l'écart entre production et distribution de monnaie à gogo ! Une loi économique que tous les économistes apprennent en première année d'université.

Là-dessus, voici le nouveau président Biden qui demande au Congrès de lancer un plan de reprise démentiel sur fond d'inondation monétaire préalable ! Et l'inénarrable président Macron déchaîne l'achat de votes et suscite une épidémie de mesures de distribution de prébendes pour être réélu, à des niveaux jamais vus, tout en essayant d'éteindre le feu inflationniste par des mesures de blocage des prix artificiels et des expédients. Un feu roulant d'artifices et de faux-semblants. Tout en expliquant qu'il avait créé une croissance jamais vue et réduit le chômage comme un fortiche. Ce village Potemkine économique ne pouvait que voler en éclat. En ajoutant qu'il allait mettre son prochain quinquennat sous le signe de la planification de la transition énergétique dont le coût est prodigieux et l'impact sur la production récessive, il se livrait à la monstration exemplaire des clous du cercueil économique qu'il allait construire, tout en faisant suinter son féminisme essentiel et son goût pour la promotion des minorités. Mme Lagarde et la BCE avec nous !

Pour une France endettée quasi à trois mille milliards d'euros et non compétitive, avec des comptes publics effondrés dans les déficits, entrant en inflation intense, la question était déjà en septembre 2021 : qui va financer toute cette débauche de destruction de richesses et de dépenses improductives ?

La conséquence de l'opération russe en Ukraine a été l'explosion des prix de l'énergie, la création de pénuries massives, la désorganisation de presque tout. Puis l'arrêt brutal de la croissance. Un premier trimestre à zéro de croissance alors qu'on chantait le miracle d'une croissance à un taux de 8 % jamais vue depuis la guerre grâce à la politique subtile d'Emmanuel Macron !

Voici les banques centrales sollicitées de financer le réarmement de l'Occident, le financement de la crise énergétique et la conversion de l'économie pour sauver la terre, la promotion de la femme et des minorités, la couverture sociale et la sauvegarde de l'Etat providence, alors que l'inflation explose. Contradictions ? Non : Impasse totale. La **seule** mission statutaire de la BCE est de conserver l'inflation dans les limites de 2 % !

La crise en Ukraine donne la mesure des conséquences des politiques de réduction de l'offre énergétique. Coût démesuré, financement impossible, inflation aggravée, pertes de revenus, pénuries massives, etc.

Certains délires récents dans la presse font désormais franchement rire. On se rappelle cet article du Monde où un penseur cosmo planétaire suggérait que la BCE fournisse des milliards (sans jamais espérer un remboursement) à Airbus pour que l'entreprise cesse toute activité aérienne et se recentre sur des productions écologiques ! Alors que les seules forces économiques françaises sont le luxe, le tourisme, l'aviation et plus généralement les transports.

Cette France qui a voulu jouer en 1981, seule dans le monde occidental, la grande tragédie du socialisme réalisé au même moment où le monde entier abandonnait cette sottise, est désormais, en politique intérieure, encerclée par les extrêmes, et à l'extérieur dans une situation humiliante avec une menace sur sa survie même comme grande puissance.

Qui fait confiance à la petite camarilla qui détient le pouvoir pour sortir le pays de l'ornière où il est enlisé ? Prêt à rien et capable de tout, prêt à tout et capable de rien, Macron réélu triomphalement

sans vrai combat, est pris au dépourvu.

Même si la guerre en Ukraine ne dérape pas et s'arrête assez vite, ce qui n'est pas la projection commune, on ne voit pas trop comment la sortie de crise peut être indolore, sauf à revenir aux quarante heures, à réduire les congés payés, à instituer la retraite à 67 ans pour tous, tout en étalant dans le temps la conversion énergétique et en réduisant drastiquement l'emprise bureaucratique des administrations et l'ampleur des redistributions. Peut-on remettre vraiment la France au travail et espérer qu'elle fasse des réformes critiques qu'elle refuse obstinément depuis 50 ans, avant qu'une récession sévère ne se produise, alors qu'aucune des questions critiques n'a été traitée pendant la campagne électorale et qu'on a laissé croire que le faire pousser le pouvoir d'achat était le rôle central du Président de la République ?

The Economist constate soudain que les banques centrales sont saturées de missions politiques et sociétales qui ne sont pas de leur rôle statutaire et exige qu'on en revienne à l'économie et seulement à l'économie. C'est le bon sens. Mais il lui reste à faire le pas décisif : on ne peut pas confier la régulation de la mondialisation à des banques centrales. Ce sont les États qui doivent être à la manœuvre et dans des cadres mutualisés contraignants.

La plus grande vertu est de ne pas faire des banques centrales une forme nouvelle de sacristie. La plus grande sagesse est de laisser à la loi et au débat le soin de fixer le champ des libertés, et non de détourner les fonctions des institutions techniques pour qu'elles conditionnent la vie des gens selon les canons du politiquement correct selon le bon vouloir de leur gouvernance, choisie sur les mêmes critères du politiquement correct.

La banque centrale « woke », face à Poutine, au désordre mondial, et surtout à l'accélération de l'inflation, c'est fini.